



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

Lisez l'Anticapitaliste ! - <https://lanticapitaliste.org/>

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Lundi 27 juin 2022

Aux États-Unis, les « talibans » de la Cour suprême contre le droit des femmes

Vendredi dernier les juges de la Cour suprême des États-Unis ont supprimé l'arrêt, datant de 1973, qui garantissait le droit à l'avortement dans l'ensemble du pays. La remise en cause des droits des femmes à disposer de leur corps, à choisir, droit acquis après de nombreuses luttes, n'est malheureusement pas une nouveauté (la Pologne l'an dernier, par exemple). Mais que ce soit au tour du pays le plus puissant et soi-disant le plus moderne de la planète, est un signal dangereux pour les femmes du monde entier, notamment pour les femmes des classes populaires.

Six juges et de puissants lobbies derrière eux

Cette abolition du droit à l'avortement, décidé à six contre trois, par les juges de la Cour suprême, saluée comme « *la volonté de Dieu* » par Donald Trump, n'est pas seulement le fait de ces juges réactionnaires. Les courants évangélistes s'activent depuis des décennies contre l'IVG : sur les 50 États, 13 avaient déjà préparé leurs lois d'interdiction, n'attendant que le décret de la Cour suprême pour les appliquer. D'autres vont suivre. Le Texas a même pris les devants, en septembre 2021, avec sa loi dite du « battement de cœur » qui interdit l'avortement après un délai de 6 semaines, qui le rend impossible dans la plupart des cas.

Quant à la Cour suprême elle avait, la veille même, autorisé le port d'arme dans la rue à New-York pour satisfaire le puissant lobby des armes, malgré les récents massacres dans des écoles aux États-Unis. Sacrés défenseurs du « droit à la vie » !

Les femmes des classes populaires seront les premières victimes

Les femmes vont continuer à avorter, ailleurs ou clandestinement, avec les risques mortels que cela comporte.

Passons sur l'hypocrisie d'Apple ou de la banque Morgan qui ont annoncé qu'elles financeraient les trajets de leurs salariées qui auraient besoin d'aller dans un autre État pour avorter. Est-ce pour paraître plus libérales ? Ou seulement parce qu'une enquête aurait calculé que l'interdiction de l'avortement coûterait plus de 105 millions de dollars par an à l'économie américaine à cause des complications liées aux avortements illégaux et aux soins qu'ils entraînent, quand ce ne sont pas des décès ?

Ce sont comme toujours les femmes des classes populaires, qui subissent les conséquences les plus dures de ces attaques, celles qui ont les plus bas salaires ou sont non-salariées, les plus précaires.

L'hypocrisie des gouvernants « démocrates »

Biden s'indigne, mais se dit impuissant, pour ne gêner personne. Sa seule solution : faire du problème du droit à l'avortement l'un des arguments de campagne des démocrates aux prochaines élections parlementaires de mi-mandat, après avoir appelé au calme les protestataires. Heureusement, il n'a pas été écouté et les protestations se sont multipliées.

En France, l'ensemble du monde politique cherche à se donner le beau rôle en annonçant une potentielle inscription du droit à l'avortement dans la Constitution, comme si ça garantissait quoi que ce soit. Mais les mêmes, Macron en tête, détruisent l'hôpital public, stoppent les subventions au planning familial par leurs plans d'économie, rendant, non par la loi mais par les faits, l'avortement extrêmement compliqué pour bien des femmes ! Ce n'est pas la Cour suprême, mais c'est la Cour des comptes qui, trouvant la santé trop coûteuse, dicte ses lois.

Combattre reculs sociaux et idées réacs

Ici comme aux USA les plus réactionnaires sont à l'offensive, et dans les commandos anti-avortement, anti-immigration, xénophobes et racistes on retrouve souvent les mêmes. Quand en 2019 les subventions de l'État au planning familial du Rhône ont été réduites de 30 %, les élus du RN ont applaudi. Les mêmes qui déblatèrent sur *CNews*, la chaîne du riche Bolloré qui diffusait l'an dernier un film anti-IVG.

Contre tous ces promoteurs d'idées rétrogrades, contre la régression sociale, nous ne pouvons que nous sentir renforcés par les milliers de manifestantes qui ont déferlés ce week-end dans nombreuses villes des États-Unis pour protester contre la décision de la Cour suprême. Et rappelons-nous que, ces dernières années, ce sont les manifestations de masse et la lutte des femmes qui ont arraché le droit à l'avortement, en Argentine ou en Irlande.

Pas question d'être jetés à la poubelle (verte ?)

Dans une interview, Cléa Martinet, la directrice du développement durable de Renault jure que l'entreprise atteindra la neutralité carbone en 2040 en France et que les véhicules seront recyclables.

Mais les salariés se recyclent visiblement moins bien que les pièces détachées. La *ReKnow University* censée nous former aux futurs métiers patine... Elle prétend que 2 600 personnes y sont passées, mais pour combien de postes à la fin ? Et lesquels ?

Les formations, c'est bien, mais ça ne suffit pas : il faut de vrais postes garantis pour tous et toutes !

Il n'y aura pas de petits profits... que des gros !

Macron avait promis des petites voitures électriques en location longue durée à bas prix, mais Luca De Meo n'est apparemment pas sur la même ligne...

Dans un entretien à Capital, le PDG explique qu'à cause de la hausse des prix et des pénuries de composants, « on ne peut plus produire de petites voitures accessibles ». C'est pour ça qu'ils ne produisent que des véhicules haut de gamme à forte marge : ça n'a rien à voir avec l'appétit de profits des actionnaires, qu'on se le dise !

Vu les salaires qu'ils nous versent, c'est clair qu'on va avoir du mal à acheter les voitures sur lesquelles on travaille. Finalement, le slogan de Macron « En Marche », c'était visionnaire !

Fausse promesse et vraies menaces

En mai 2021, la direction de PSA avait promis un nouveau moteur pour l'usine de Douvrin près de Lille. Mais jeudi dernier, une fois les élections passées, la direction est revenue sur sa promesse, condamnant ainsi l'avenir de Douvrin qui fermera en 2024. Sauf si les salariés s'en mêlent et imposent leurs exigences à ces patrons qui se sont gavés de subventions publiques : 1 milliard d'euros de l'État, 80 millions de la région... Tout ça pour quoi ?

À Lardy, notre situation est la même : ce n'est pas avec des promesses fumeuses qu'on va garder nos emplois. C'est en maintenant la pression sur les patrons, pas en baissant la garde comme le demandent la direction et ses complices !

Urgences vitales à l'hôpital

Après Bordeaux, Rennes, Toulouse,.. Grenoble voit son service d'urgence fonctionner en mode dégradé, avec fermeture la nuit. Plus de 120 hôpitaux sont dans cette situation, à cause de la politique du gouvernement, qui ne propose rien sur les embauches ou sur les salaires. Même le rapport de la mission « flash » promise par Macron pourrait être reporté...

Seule la lutte généralisée du personnel pourra arracher les mesures indispensables au sauvetage de l'hôpital : des augmentations d'au minimum 400 € pour tous et des embauches massives.

Soyons tous et toutes ingouvernables !

Une semaine après le second tour des législatives, le cirque parlementaire continue. Macron a lancé des consultations en évoquant l'idée d'un gouvernement d'union nationale allant du RN à la NUPES. Il n'en fallait pas tant pour que les ambitions s'expriment : Le Pen annonce déjà que le RN votera certaines lois, quand Roussel du PCF, Jadot des Verts ou Faure du PS répètent qu'ils seraient prêts à gouverner.

Effectivement, ils trouveraient facilement un terrain d'entente avec Macron, lui-même issu de cette « gauche » gouvernementale qui a mené une politique aussi brutale que la droite contre le monde du travail. Ingouvernable la nouvelle assemblée ? Ça reste à voir. Les députés s'appêtent à examiner le projet de loi sur le « pouvoir d'achat » : de la poudre aux yeux et des miettes, alors que la vie est de plus en plus dure. Car leur parlement est peut-être bloqué, mais pas les prix des produits de première nécessité, ni les licenciements ! Pendant les joutes parlementaires, le patronat nous fait les poches via l'inflation.

Ce n'est ni ce Parlement, ni aucun autre, qui votera un rattrapage des salaires de 400 € par mois et leur indexation sur les prix. Pour l'obtenir, il va bien falloir que par nos luttes, nos manifestations et nos grèves, nous rendions la France des riches ingouvernable !

Quand Marine Le Pen était contre l'IVG

Face à l'agitation parlementaire sur l'avortement, Marine Le Pen se tortille : si cette fois elle donne l'impression de ne pas être opposée au projet de l'inclure dans la Constitution – pourquoi pas ? a-t-elle déclaré –, certains députés RN sont carrément anti-avortement. Il faut dire que leur cheffe n'a pas toujours été sur la même ligne : elle dénonçait il y a quelque temps les « avortements de confort », voulait le déremboursement par la sécurité sociale, elle a voté au Parlement européen contre la garantie à un accès à l'IVG...

Que ce soit au RN, chez les Zemmour-Maréchal ou sur *CNews* (qui diffusait l'an dernier un film américain anti-IVG), l'extrême droite est toujours opposée au droit des femmes à disposer de leur corps.

Total se gave, ses employés en bavent

Tout le groupe Total était en grève vendredi 24 juin pour exiger des augmentations de salaires qui sont parfois à peine au-dessus du smic. Dans les stations service, les travailleurs peinent à acheter l'essence qu'ils vendent... alors que l'entreprise a déjà réalisé 4 milliards de profits au premier trimestre 2022 !

Comme le disaient les grévistes : plus pour les salaires, moins pour les actionnaires !

